



LETTRE OUVERTE À EMMANUEL MACRON

Monsieur le Président,

Alors que la France était confinée pour se protéger de l'épidémie de Covid-19, vous vous adressiez aux Françaises et aux Français le 13 avril 2020 en rappelant notre « vulnérabilité » en ces termes : « *Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer – et moi le premier. Il y a dans cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde.* » Un leitmotiv repris par votre mouvement, La République en marche, lors du Campus des territoires l'été dernier.

Votre réponse depuis lors est loin de s'inscrire dans cet état d'esprit. Elle est restée focalisée sur le traitement des conséquences de la crise que nous traversons (approvisionnement en masques, relance économique...) avec une recherche scientifique d'urgence, sans réel soutien à une recherche à même de contribuer aux défis écologiques, climatiques, sanitaires et sociaux. Une politique qui vise à gérer le court terme, illustrée par votre allocution 28 octobre 2020 : « *Notre stratégie a été définie dès cet été, c'était de vivre avec le virus.* ».

Dans le même temps, la réflexion autour des causes a été écartée. Elle est pourtant essentielle. Les zoonoses sont une des principales sources de maladies émergentes : 75 % des nouveaux agents pathogènes proviennent des animaux ou des produits animaux. Les conditions d'élevage et la déforestation, elle-même fortement liée à la production de viande, en sont aujourd'hui deux causes parfaitement identifiées.

Prévenir une prochaine épidémie implique inévitablement de repenser l'action publique en élaborant un plan de sortie de l'élevage intensif. Une telle initiative viserait à suspendre immédiatement la construction ou l'extension des élevages intensifs et industriels qui confinent les animaux dans des bâtiments fermés, dans des cages, les forçant à vivre dans des conditions de promiscuité extrêmes. Ce plan de sortie de l'élevage intensif impliquerait la réduction de la consommation des produits carnés : le développement d'une végétalisation d'ampleur de l'alimentation en restauration collective publique ou privée à travers l'augmentation progressive de la part de protéines végétales dans les repas est indispensable. Réduire la production amènerait l'autonomie protéique – notamment la fin des importations de soja – que la France ne peut atteindre aujourd'hui au vu du nombre très élevé d'animaux qu'elle élève et abat. Ces demandes sont soutenues par la Convention citoyenne pour le climat.

Ce plan de sortie devra associer l'ensemble des acteurs concernés en veillant notamment à accompagner les personnes qui dépendent de l'élevage intensif vers des productions alternatives, vers une reconversion dans le domaine de leur choix et en redirigeant les aides pour enfin soutenir des systèmes moins intensifs.

Enfin, la réduction du risque de pandémie ne s'arrête pas à nos frontières. La France doit être à la pointe de la défense des animaux et de la protection de l'environnement dans les instances internationales. Vous en avez le pouvoir, et la responsabilité.

Le temps est venu de « *bâtir un autre projet dans la concorde* », pour les humains et les animaux. N'attendons pas la prochaine crise pour agir !

Premiers signataires : Serge Morand, écologue de la santé au CNRS et au CIRAD ; Gilles Escarguel, Maître de Conférences en paléontologie et macro-écologie à l'Université Claude Bernard Lyon 1 ; Nicolas Treich, économiste ; ...
Retrouvez la liste complète des signataires sur agir-sur-les-causes.com